

La solidarité :
**UNE RICHESSE
POUR LE QUÉBEC**

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Vers des régimes de retraite équitables et durables

Mot de la ministre

La société québécoise fait face à un enjeu majeur, soit la situation financière difficile des régimes de retraite. Cet enjeu touche toute la population : les travailleurs d'aujourd'hui et de demain, les employeurs, les contribuables et les retraités actuels.

En avril 2013, monsieur Alban D'Amours, à titre de président d'un comité d'experts, déposait un rapport fort attendu sur l'avenir du système de retraite québécois. Ce rapport, qui formulait 21 recommandations, a donné lieu à des consultations particulières et à des auditions publiques.

Le portrait de la situation de la retraite dressé par le comité a fait consensus parmi tous les intervenants : le *statu quo* n'est pas une option. C'est pourquoi le gouvernement s'est doté d'un plan d'action afin de corriger et de redresser la situation des régimes de retraite dans les meilleurs délais.

La complexité du sujet et le sérieux de la situation demandent cependant une attention particulière. Comme les répercussions des modifications envisagées seront déterminantes et concerneront plusieurs acteurs, la réforme que le gouvernement met en branle doit associer les partenaires et reposer sur les négociations entre les parties.

L'échéancier de ce plan d'action est ambitieux, mais réaliste. Les délais imposés assureront une prise en charge rapide des solutions amenées par les partenaires, afin de permettre une véritable réforme du système de retraite québécois, pour un avenir meilleur de toutes les Québécoises et de tous les Québécois.



Agnès Maltais

Décembre 2013

Régie de l'énergie
DOSSIER: R-3854-2013
DÉPOSÉE EN AUDIENCE
Date: 13 DÉC. 2013
Pièces n°: C-FCB1-0020



UN
QUÉBEC
POUR TOUS

Québec 

Les orientations gouvernementales

Équité intergénérationnelle

L'équité entre les générations doit être au cœur des préoccupations.

Situation des retraités

Les rentes des retraités doivent être protégées.

Vérité des coûts

Il faut s'appuyer sur la vérité des coûts afin d'assurer la pérennité des régimes de retraite.

Capacité de payer du contribuable

Il faut diminuer l'incidence, chez le contribuable, des déficits actuels des régimes de retraite du secteur public.

Les positions du gouvernement

Rente longévité

La proposition d'une rente longévité, visant à offrir à tous les travailleurs québécois une rente à prestations déterminées dès 75 ans, sera discutée lors des rencontres fédérales, provinciales et territoriales sur la couverture des régimes publics de retraite. Le gouvernement étudiera également la bonification du Régime de rentes du Québec.

Partage des coûts d'un régime entre les employeurs et les participants actifs

Le gouvernement rendra obligatoire le partage des coûts, à parts égales, entre les employeurs et les participants actifs (50/50) pour les services futurs dans les régimes du secteur public.

Financement des régimes de retraite

Le gouvernement croit que des solutions distinctes en matière de financement doivent être mises au point pour les régimes du secteur privé et ceux du secteur public :

- **Secteur privé** : la méthode de financement basée sur le concept de la capitalisation améliorée devrait être adoptée, mais ajustée.
- **Secteur public** : les règles actuelles de capitalisation doivent être maintenues, tout en consolidant cette méthode afin d'atteindre un meilleur équilibre de financement.

Restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées

Une restructuration des régimes à prestations déterminées est nécessaire, tant pour les régimes issus du secteur public que pour ceux du secteur privé. De tels régimes sont basés sur une entente entre les employeurs et les participants, c'est pourquoi les négociations doivent primer.

Pour faciliter la restructuration de ces régimes et l'encadrer, le gouvernement prévoit un processus d'une durée totale de deux ans, qui débutera le 1^{er} janvier 2014. Ce processus est basé sur la participation de partenaires à trois forums, suivie d'une période de négociations d'une durée maximale de six mois. Si les employeurs et les participants n'arrivent pas à une entente à la fin de cette période, le processus prévoit l'application d'un mécanisme de règlement des différends en deux temps : d'abord, la nomination d'un conciliateur, sous la responsabilité du ministère du Travail, pour une autre période de six mois et ensuite, si nécessaire, l'intervention de la Commission des relations du travail (CRT) qui rendra une décision. Celle-ci fera appel à des spécialistes de la Régie des rentes du Québec afin de valider les propositions retenues.

Associer les partenaires : trois forums de travail

Trois forums de travail seront mis sur pied, regroupant des représentants de la partie patronale et de la partie syndicale. Leurs travaux s'échelonneront du 1^{er} janvier au 30 avril 2014.

Mandats des forums

1 Déterminer les mesures les plus efficaces à mettre en œuvre concernant les règles de financement des régimes de retraite à prestations déterminées.

2 Dans le cadre du processus de restructuration de ces régimes, proposer les paramètres servant à encadrer la négociation.

3 Établir les critères qui guideront les décisions de la Commission des relations du travail lorsqu'elle aura à solutionner les différends.

Les trois forums et leur composition

Chaque forum regroupe des intervenants du secteur concerné.

Secteur privé :

- Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM), organisme qui regroupe les parties patronales et syndicales

Municipalités :

- Union des municipalités du Québec (UMQ)
- Fédération québécoise des municipalités (FQM)
- Ville de Montréal
- Ville de Québec
- Représentants des principales associations syndicales du milieu municipal

Milieu universitaire :

- Représentants des universités et des principales associations syndicales du milieu universitaire :
 - École Polytechnique de Montréal
 - HEC Montréal
 - Réseau de l'Université du Québec
 - Université Bishop's
 - Université Concordia
 - Université de Montréal
 - Université de Sherbrooke
 - Université Laval
 - Université McGill

Chaque forum devra, dans le cadre de ses travaux, associer des représentants des retraités et des jeunes, par exemple du réseau de la **Fédération de l'âge d'or du Québec (FADOQ)** et **Force Jeunesse**, car leur participation permettra de traiter des enjeux intergénérationnels.

Deux projets de loi prévus en 2014

Afin de permettre la restructuration des régimes de retraite, le gouvernement déposera deux projets de loi qui devront être soumis à une consultation publique.

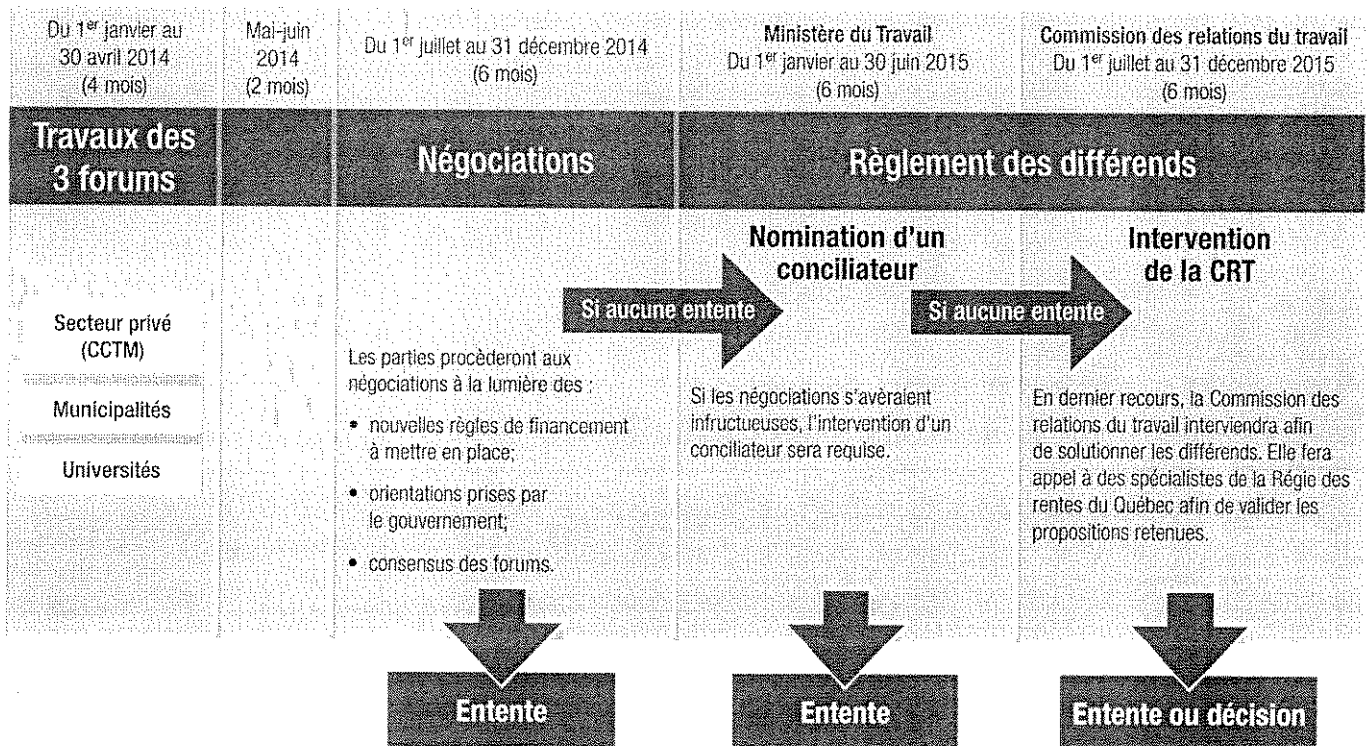
Un premier projet de loi (printemps 2014) déterminera entre autres :

- l'étendue de la période de restructuration;
- les paramètres encadrant le processus de règlement des différends;
- les critères guidant les décisions de la Commission des relations du travail lorsqu'elle aura à solutionner les différends.

Un deuxième projet de loi (automne 2014), basé sur les résultats des forums, portera notamment sur :

- les méthodes de financement des régimes de retraite à prestations déterminées;
- les autres recommandations du rapport du comité d'experts, liées au financement des régimes complémentaires de retraite.

Restructuration des régimes à prestations déterminées



La Régie des rentes du Québec validera les solutions proposées par les forums ainsi que les ententes.